

# Marianne

Dimanche 8 février 2015

## Jean-Claude Milner : la protection des populations et les limites du compassionnel

Propos recueillis par Alexis Lacroix

Depuis les récents attentats, il n'est plus possible de se livrer à certaines contorsions disculpatrices, estime le célèbre linguiste et philosophe. En matière intellectuelle, il y a un avant, et un après...



Photo : Hannah Assouline

**Marianne : Jusqu'où un Etat de droit comme la France doit-il aller pour prévenir la réitération de crimes comme ceux qu'ont commis les frères Kouachi et Amedy Coulibaly ?**

**Jean-Claude Milner :** Vous employez le verbe « prévenir » et vous parlez de droit. Vous ne posez donc pas la question de la prévention sociale. Vous avez raison. La prévention que le droit peut réguler, c'est la surveillance, le renseignement, le contrôle. Les techniques se sont multipliées ; les limites légales n'en sont que plus nécessaires. Aux Etats-Unis, le Patriot Act a levé la plupart d'entre elles ; l'opinion états-unienne le supporte de plus en plus mal. Mais c'est aussi parce que le contrôle débouche sur Guantanamo. La limite se résume donc à ceci : pas de Guantanamo ; en France, cela implique qu'on abandonne la tradition de l'interrogatoire musclé. L'intelligence et l'analyse doivent suffire pour déceler le crime en voie de formation, sans avoir à vider de leur sens les limites légales. Mais là on se heurte à une difficulté. Notre système ne respecte pas le justiciable et essaie de se rattraper en se montrant inefficace. Notre conception du droit et de l'investigation nous vient de Napoléon. Plus qu'une réforme, elle appelle une révolution républicaine.

**Raymond Aron, dans un autre contexte historique et idéologique, a évoqué la « fragilité de la liberté ». Est-ce la liberté comme telle qui est, désormais, visée par la menace djihadiste globale ? Sont-ce les valeurs des Lumières (liberté de l'esprit, blasphème, apostasie, etc.) ? Ou est-ce, comme le pensent certains, « l'Occident » ?**

La notion d'« Occident » est obscure, je ne l'utilise pas. Mais il est vraisemblable que beaucoup de djihadistes raisonnent dans ces termes. Chaque cible particulière est pensée comme le segment d'une grande machine occidentale qu'il s'agit de détruire. On n'a pas à ignorer ce point de vue, mais on n'a pas non plus à l'adopter. Ceux qui sont attaqués ont le droit et le devoir de ne pas reprendre les conceptions de l'attaquant. Il leur

appartient de définir à la fois ce qui est le plus menacé selon eux et ce qu'ils redoutent par-dessus tout de perdre. Pourquoi *Charlie Hebdo* ? Le djihadiste ne vise pas la liberté d'expression puisque cette notion lui est inconnue. Il veut venger Mahomet. Mais l'opinion française réinterprète cette attaque comme une attaque contre la liberté d'expression ; elle en a le droit. Dans la circonstance, elle inclut, dans la liberté d'expression, le droit de blasphémer. Elle ne l'a pas toujours fait. Mais on juge cas par cas.

Amedy Coulibaly s'est exprimé ; ses propos sont centrés sur la présence militaire française en Afrique et la loi sur le voile. Mais l'opinion française a le droit de s'en tenir aux faits : le magasin casher et les victimes. La dimension qu'elle retient, c'est l'antisémitisme. Elle en a le droit.

#### **Les frères Kouachi et Amedy Coulibaly s'étaient-ils concertés ?**

Peut-être, mais l'opinion conclut, sans entrer dans le détail, que leurs actions se font écho et qu'ils avaient en commun un adversaire : les principes constituants de la nation. Elle en a le droit.

Il faut être clair : la victime a le droit et le devoir d'user de ses propres principes pour déchiffrer l'attaquant. Les journalistes de *Charlie Hebdo*, les policiers de Montrouge, les clients de l'Hyper Cacher croyaient aux libertés publiques. Confrontée à leur assassinat, l'opinion a le droit de dénoncer la volonté de s'attaquer à ce qui lui importe à elle. La vie intérieure des djihadistes n'a aucun intérêt.

Je ne sais pas quels sont les desseins de l'organisation Etat islamique ou d'Al-Qaida ; je préférerais que des experts dignes de confiance m'en informent mieux qu'ils ne le font. Mais, au fond, j'y suis indifférent, car je sais ce que de tels groupes mettent en danger : ce qu'il y a de plus précieux pour chacun. A chacun de déterminer ce plus précieux. Pour moi, ce sera ma liberté, mais j'admets que pour d'autres, ce soit leur sécurité ou, pour d'autres encore, leur foi musulmane. Un jour peut-être, les musulmans mesureront, à l'échelle du monde, que le djihadisme est leur ennemi principal.

#### **A-t-on collectivement sous-estimé la puissance de l'islamisme radical ? Quel rôle ont joué certains intellectuels (certains « idiots utiles ») dans cette minoration ? Leurs erreurs d'appréciation vont-elles prendre fin ?**

Vis-à-vis de l'islamisme extérieur, la Realpolitik finit toujours par rectifier les éventuelles erreurs. Il n'en va pas de même quand il s'agit de ce qu'on pourrait appeler l'islamisme intérieur. Dans les pays européens, les musulmans sont pauvres et ils sont pieux. On en est donc venu à considérer l'islam comme la religion naturelle des pauvres. De là est né un raisonnement compassionnel. A) On ne saurait retirer aux pauvres leurs croyances religieuses. B) Quand des pauvres prennent les armes, ils ne font qu'exercer leur droit de révolte. C) Si leurs croyances religieuses les encouragent à s'armer, elles sont excusables. Conclusion : toute demande injustifiable est justifiée quand elle se réclame de l'islam. Y objecter, c'est stigmatiser les pauvres.

Ce raisonnement compassionnel est devenu spontané chez certains, intellectuels, journalistes, magistrats. Je doute que cette spontanéité s'éteigne, mais son audience peut s'affaiblir. Jusqu'à présent, ses tenants étaient très écoutés. Peut-être le seront-ils moins.

#### **Pour gagner la bataille qui s'engage, nos démocraties sont-elles appelées à renoncer au « gouvernement des choses » de la démocratie procédurale et postmoderne et à redonner toute sa force à la politique, voire à la distinction ami-ennemi ?**

Les djihadistes français ne sont pas nombreux. Mais relisons Mao Tsé-toung : quand des groupes armés sont peu nombreux, ils doivent vivre au sein de la population comme un poisson dans l'eau. Une seule question mérite d'être posée : y a-t-il, parmi les musulmans opposés au djihad, des zones où les djihadistes peuvent subsister comme des poissons dans l'eau ? C'est d'abord une question de fait ; aucune analyse de principe ne permet d'y répondre. Mais on oublie trop facilement que, pour les musulmans, la question prend un tour tragique. Ils ont à déterminer s'ils se sentent plus solidaires d'un djihadiste que d'eux-mêmes. Bref, ils ont à briser des liens familiaux, amicaux ou simplement communautaires.

Les gouvernants sont tentés de masquer la difficulté. Ils invoquent le partage, le vivre-ensemble, etc. Mais alors ils perdront. Sur ce terrain, les liens communautaires seront toujours les plus forts. Je crois au contraire que la politique doit s'affirmer de manière autonome. Cela passe par des mesures matérielles, dont certaines sont très simples. Cela passe aussi par le discours. Faut-il aller jusqu'au prosélytisme républicain ? En tout cas, les amis des libertés doivent cesser d'agir comme si elles n'avaient pas d'ennemis.

\* Dernier ouvrage paru, *La Puissance du détail* (Grasset).

Jean-Claude Milner dénonce le raisonnement compassionnel envers les islamistes.